

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/400**

3 octobre 1996

(96-3997)

---

## Comité des pratiques antidumping

### NOTE DU SECRETARIAT

Le projet de rapport annuel ci-après est distribué aux Membres pour examen, conformément à la décision prise par le Comité à sa réunion d'avril.

Les passages du projet de rapport qui apparaissent en **grisé** sont ceux qui pourraient, selon le Secrétariat, faire l'objet de modifications avant son adoption par le Comité à sa réunion d'octobre.

### PROJET DE RAPPORT (1996) DU COMITE DES PRATIQUES ANTIDUMPING

#### I. Organisation des travaux du Comité

1. L'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé "l'Accord") est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont membres de droit du Comité des pratiques antidumping établi par l'accord.

2. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. En outre, le Comité a invité sur une base *ad hoc* les représentants de la Banque mondiale, de l'OCDE, du FMI et de la CNUCED à assister aux réunions du Comité en qualité d'observateurs. A sa réunion ordinaire du 21 octobre 1996, le Comité a pris note de la décision du Conseil général concernant le statut d'observateur auprès de l'OMC accordé aux organisations internationales et ...

3. Le présent rapport porte sur la période écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/34), c'est-à-dire du 31 octobre 1995 au 21 octobre 1996. Toutefois, si besoin est, des renseignements concernant la période précédente sont fournis. Pendant la période considérée, le Comité a tenu quatre réunions. Des réunions ordinaires du Comité ont eu lieu le 29 avril 1996 et le 21 octobre 1996 (G/ADP/M/7 et M/9 respectivement). Le Comité a tenu des réunions extraordinaires conjointement avec le Comité des subventions et des mesures compensatoires du 4 au 8 décembre 1995 et du 24 au 26 avril 1996 (G/ADP/M/6 et M/8 respectivement) afin d'examiner les notifications concernant les législations.

4. A sa première réunion en février 1995, le Comité a élu M. Mohan Kumar (Inde) Président du Comité et M. John McNab (Canada) Vice-Président du Comité. A sa réunion du 29 avril 1996, le Comité a élu M. Ole Lundby (Norvège) Président, et M. Kajit Sukhum (Thaïlande) Vice-Président. Conformément au règlement intérieur du Comité, ils ont pris leurs fonctions à la fin de la réunion.

#### II. Notification et examen des législations et/ou réglementations antidumping des Membres

5. En matière de lutte contre le dumping, les règles de l'OMC sont mises en oeuvre par le biais de la législation nationale des Membres. Conformément à l'article 18:5 de l'Accord, confirmé par une décision du Comité, les Membres qui disposent de lois et/ou de réglementations s'appliquant aux enquêtes ou aux examens en matière de droit antidumping en rapport avec l'Accord doivent notifier

le texte complet et intégral desdites lois et/ou réglementations au Comité. Si ces lois et/ou réglementations n'existent pas ou ne sont pas encore disponibles, le Membre en informera le Comité en exposant les raisons de cet état de chose. Ces notifications ont fait l'objet de documents mis en distribution non restreinte depuis le départ. En outre, le Comité a décidé, à sa réunion extraordinaire du 21 février 1995, que les gouvernements observateurs devraient fournir au Comité tous les renseignements qu'ils considéreront comme ayant un rapport avec les questions qui entrent dans le cadre de l'Accord, y compris le texte de leurs lois et réglementations en matière de droit antidumping, ainsi que les renseignements relatifs à toute mesure antidumping qu'ils auront prise.

6. Au 2 octobre 1996, 84 Membres avaient notifié au Comité leur législation antidumping.<sup>1</sup> Ces notifications se trouvent dans la série de documents G/ADP/N/1/... . Trente neuf Membres n'avaient pas encore soumis de notification en application de l'article 18:5 de l'Accord. L'état des notifications faites au titre de l'article 18:5 de l'Accord fait l'objet de l'annexe A. Des 84 Membres ayant présenté des notifications, 17 ont notifié qu'ils ne disposaient pas de législation antidumping spécifique, 31 ont notifié une nouvelle législation et 36 ont notifié une législation existant avant l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC encore en application. Des 54 Membres ayant notifié qu'ils ne disposaient pas de législation antidumping ou qu'ils appliquaient une législation existant avant l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC et encore en application, 35 ont indiqué qu'une nouvelle législation était envisagée ou en projet. En outre, 26 Membres ont indiqué que l'Accord de l'OMC avait force de loi sur leurs territoires.

7. Pendant la période considérée, le Comité a poursuivi son examen des notifications des législations et/ou réglementations antidumping commencé en 1995. Lors de deux réunions extraordinaires tenues conjointement avec le Comité des subventions et des mesures compensatoires, les notifications des législations antidumping des Membres dont la liste suit ont été examinées: Afrique du Sud, Barbade, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Islande, Israël, Jamaïque, Japon, Malaisie, Malawi, Norvège, Philippines, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie et Zambie. Le Comité a également examiné les notifications communiquées sans texte législatif par les Membres suivants: Botswana, Chypre, El Salvador, Guatemala, Honduras, Indonésie, Macao, Maldives, Malte, Maroc, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pologne, République dominicaine, République de Guinée, Sri Lanka, Suriname, Turquie et Zimbabwe. Les points sur lesquels l'examen a porté ressortent des questions et réponses écrites des Membres. Il est fait référence à ces questions et réponses dans le compte rendu des réunions extraordinaires conjointes consacrées à l'examen des législations, G/ADP/M/6 et Suppl.1 et M/8. Les questions posées et les réponses données au cours des réunions d'examen des législations tenues en 1995 sont évoquées dans les comptes rendus des réunions pertinentes, G/ADP/M/3 et Suppl.1, et G/ADP/M/4 et Suppl.1.

8. A la fin du mois d'avril, le Comité avait procédé à un premier examen de toutes les notifications reçues à cette date qui avaient été distribuées aux Membres suffisamment à l'avance pour leur permettre de préparer les séances consacrées à l'examen. Quatre réunions extraordinaires ont été tenues conjointement avec le Comité des subventions et des mesures compensatoires depuis juillet 1995 en vue de procéder à l'examen des législations. A sa réunion extraordinaire de décembre 1995, le Comité a décidé que, pour l'avenir immédiat, les réunions extraordinaires conjointes d'examen des législations n'étaient plus nécessaires, et que l'examen des législations, nouvellement notifiées ou déjà examinées, aurait lieu dans le cadre des réunions ordinaires du Comité. Le Comité a adopté les procédures à suivre pour la poursuite de l'examen des législations (G/ADP/W/284), fondées principalement sur un processus de questions et de réponses écrites, afin que les débats soient constructifs pendant la suite de l'examen des législations. L'examen des législations nouvelles ou modifiées se ferait suivant les mêmes procédures que pour les réunions extraordinaires conjointes.

---

<sup>1</sup>Dont 16 Membres pour la CE.

9. A la fin de la période considérée, un nombre important de questions écrites posées aux Membres lors des réunions d'examen des législations demeuraient sans réponse. Toutefois, le Président avait déclaré qu'il était satisfait des progrès accomplis au cours des réunions. Les questions posées aux Membres concernaient tant des points de caractère général que des questions très spécifiques et techniques relatives à l'administration des mesures antidumping dans les pays concernés. L'une des préoccupations soulevées par les Membres concernait les incompatibilités qui existaient selon eux entre l'Accord et à la fois des législations récemment adoptées et des législations adoptées avant son entrée en vigueur. En outre, les Membres se sont déclarés préoccupés par le risque que des décisions soient incompatibles avec l'Accord si elles étaient fondées sur une législation adoptée avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Autre sujet de préoccupation: la complexité des prescriptions de procédure et fond de l'Accord et la nécessité d'une formation et d'une familiarisation assez poussées, notamment pour les pays qui recourent depuis peu à des mesures antidumping et pour les pays en développement, afin que les mesures prises le soient en conformité avec les dispositions de l'Accord.

### III. Rapports semestriels sur les décisions prises par les Membres en matière de lutte contre le dumping

10. Aux termes de l'article 16:4 de l'Accord, les Membres doivent présenter au Comité des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping au cours des six mois précédents. En application de la recommandation du Groupe de contact informel (PC/IPL/11, annexe 7), qui a été adoptée par le Comité à sa réunion du 21 février (G/ADP/M/1, paragraphes 21 et 22), le premier rapport semestriel présenté par chaque Membre de l'OMC couvrira la période allant de juillet à décembre ou, si celle-ci est plus récente, la période allant de janvier à juin précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre. En outre, les Membres n'ayant pris aucune décision en matière de lutte contre le dumping au cours d'une période donnée sont tenus de le notifier au Comité.

11. Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans les rapports semestriels présentés en application de l'article 16:4 sont contenues dans le document G/ADP/1. La présentation des rapports semestriels des Membres dont on sait qu'ils appliquent fréquemment des mesures antidumping s'est améliorée depuis le début de 1995. Toutefois, un nombre important de Membres n'ont jamais présenté de rapports semestriels. On pense que beaucoup, voire la plupart, n'utilisent pas souvent des mesures antidumping, mais en l'absence de rapports semestriels, la situation reste incertaine. Le Comité a examiné les notifications de décisions prises pour les périodes allant du 1er juillet au 31 décembre 1995 et du 1er janvier au 30 juin 1996 à ses réunions ordinaires d'avril et d'octobre. Outre les questions spécifiques soulevées au sujet des mesures prises par les Membres, on s'est inquiété de l'absence de notifications et du fait que souvent les notifications ne suivaient pas le modèle donné dans les lignes directrices. Les observations formulées par des Membres sont consignées dans les comptes rendus des réunions ordinaires (G/ADP/M/7 et M/9).

#### 12. **Rapports semestriels pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1995**

a) **Au 2 octobre 1996**, les Membres dont la liste suit avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas pris de décision en matière de droits antidumping pendant la période considérée (G/ADP/N/9/Add.1/Rev.2): Barbade, Bolivie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Egypte, El Salvador, Guatemala, Honduras, Hong Kong, Hongrie, Islande, Jamaïque, Malte, Maroc, Maurice, Norvège, Paraguay, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Swaziland, Tunisie, Uruguay, Zambie et Zimbabwe.

b) **Au 2 octobre 1996**, des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping pendant la période susmentionnée avaient été présentés par les pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communauté européenne, Corée,

Etats-Unis, Inde, Israël, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Singapour, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série G/ADP/N/9/... .

c) Au 2 octobre 1996, les Membres dont la liste suit n'avaient pas présenté de rapports pour la période susmentionnée: Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Equateur, Emirats arabes unis, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée, Rép. de, Guyana, Haïti, Indonésie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Tanzanie, Togo et Trinité-et-Tobago.

#### 13. **Rapports semestriels pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996**

a) Au 2 octobre 1996, les Membres dont la liste suit avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas pris de décision en matière de lutte contre le dumping pendant la période susmentionnée. La liste définitive sera publiée dans le document G/ADP/N/16/Add.1: Cuba, Hong Kong, Hongrie, Islande, Koweït, Malte, Maroc, Ouganda, Paraguay, Philippines, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Singapour, Slovénie, Sri Lanka, Suisse et Uruguay.

b) Au 2 octobre 1996, des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping pendant la période susmentionnée avaient été présentés par les Membres suivants: Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communautés européennes, Corée, Guatemala, Inde, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Turquie et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série G/ADP/N/16/... .

c) Au 2 octobre 1996, les Membres dont la liste suit n'avaient pas présenté de rapport pour la période susmentionnée: Afrique du Sud, Antigua et Barbuda, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Equateur, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Etats-Unis, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée, Rép. de, Guyana, Haïti, Honduras, îles Salomon, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Liechtenstein, Macao, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, St-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

14. Un tableau récapitulatif des mesures prises par les Membres en matière de lutte contre le dumping pendant la période du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996 figure à l'annexe B du présent rapport. (Non compris dans le projet de rapport)

#### IV. Rapports sur toutes les décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping

15. Aux termes de l'article 16:4 de l'Accord, les Membres sont tenus de présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes les décisions préliminaires ou finales prises en matière de lutte contre le dumping. Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans ces rapports sont énoncées dans le document G/ADP/2. Au 2 octobre 1996, les pays suivants avaient présenté des rapports sur des décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping pour la période considérée: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Communautés européennes, Corée, Etats-Unis, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Turquie et Venezuela. (G/ADP/N/7, N/8, N/10, N/11, N/12, N/13, N/15, N/17 et N/18). Ces rapports sont présentés de manière régulière par la plupart des pays

qui appliquent fréquemment des mesures antidumping, mais un certain nombre de Membres dont on sait qu'ils ont pris des décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping, y compris parmi ceux qui ont fait parvenir des rapports semestriels concernant leurs décisions, n'ont pas présenté sans délai un rapport au Comité. Le Comité a examiné les notifications sur les décisions préliminaires et finales à ses réunions ordinaires d'avril et d'octobre. Outre les questions spécifiques soulevées au sujet des mesures prises par les Membres, le Comité s'est déclaré préoccupé parce que de nombreux Membres n'avaient pas présenté de notification. Les observations formulées par des Membres sont consignées dans les comptes rendus des réunions ordinaires (G/ADP/M/7 et M/9).

V. Autres questions examinées par le Comité

16. **Règlement intérieur:** A sa réunion ordinaire d'avril, le Comité a adopté son règlement intérieur (G/ADP/4), qui se fonde sur le règlement intérieur du Conseil général et du Conseil du commerce des marchandises avec les modifications pertinentes permettant son application au Comité des pratiques antidumping. Le Conseil du commerce des marchandises a ensuite approuvé le Règlement intérieur du Comité à sa réunion du 22 mai 1996.

17. **Notification des autorités compétentes:** A sa réunion ordinaire d'avril, le Comité a décidé de demander aux Membres de notifier le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopie, et, le cas échéant, l'adresse du courrier électronique des autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes en matière de lutte contre le dumping. Cette notification serait présentée une fois, et pourrait faire l'objet de mises à jour ou de corrections si les renseignements pertinents concernant le Membre changeaient. La liste contenant les renseignements notifiés par les Membres est conservée par le Secrétariat et distribuée dans des addenda au document G/ADP/N/14. Au 2 octobre 1996, les Membres suivants avaient notifié au Secrétariat les renseignements pertinents: Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Corée, Etats-Unis, Guatemala, Hong Kong, Hongrie, Islande, Israël, Jamaïque, Kenya, Maurice, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda, Pérou, Roumanie, Singapour, Slovaquie, Suisse, Thaïlande, Turquie, Venezuela et Zambie (G/ADP/N/14/Add.3).

18. **Groupe de travail spécial de la mise en oeuvre:** A sa réunion ordinaire d'avril, le Comité a décidé de créer un Groupe spécial de la mise en oeuvre, chargé d'élaborer des recommandations au sujet des questions sur lesquelles un accord semblait possible, et de faire rapport au Comité. En outre, le Groupe spécial pourrait examiner d'autres questions concernant la mise en oeuvre sur lesquelles les Membres estiment qu'un débat serait utile. Il a été demandé aux Membres de communiquer au Secrétariat des propositions concernant les points que le Groupe pourrait examiner. Le Secrétariat a distribué les suggestions qu'il avait reçues dans le document G/ADP/W/399. Au cours d'une réunion informelle tenue le 1er octobre 1996, les Membres ont examiné ces suggestions, et sont tombés d'accord sur un ensemble de sujets dont le Comité pourrait à juste titre saisir le Groupe spécial. En outre, les Membres ont accueilli favorablement une proposition selon laquelle le Groupe spécial pourrait procéder en examinant, par ordre d'arrivée, documents et propositions écrites présentées par les Membres sur tout sujet dont il était saisi. Il a également été envisagé que le Groupe spécial examine simultanément un certain nombre de questions différentes, pour autant que des propositions aient été faites par les Membres. A sa réunion ordinaire d'octobre, le Comité a décidé ...

19. **Procédures pour l'établissement et l'adoption du rapport annuel:** A sa réunion ordinaire d'avril, le Comité a examiné les procédures pour l'établissement et l'adoption de son rapport annuel adoptées sa première réunion en février 1995, à la lumière des suggestions faites par le Président du Conseil général. Le Comité a décidé que le Secrétariat devrait établir un projet de rapport selon le même modèle que celui qui avait été utilisé pour le rapport de l'année précédente, en y ajoutant les aspects de la mise en oeuvre propres à illustrer les progrès accomplis par le Comité. Il a également été demandé au Secrétariat d'élaborer un bref projet de chapitre sur l'anticonfournement rendant compte des travaux du Comité et des consultations informelles tenues au cours de l'année. Le projet de rapport

serait distribué aux Membres à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre, moment où le Comité aurait à décider s'il devait se réunir de manière informelle avant la réunion ordinaire d'octobre afin d'examiner d'autres questions à inclure éventuellement dans le rapport.

#### VI. Anticontournement

20. A sa réunion du 30 octobre 1995, le Comité avait autorisé le Président à engager des consultations informelles en vue de faire rapport au Comité à sa réunion de décembre sur la manière dont le Comité allait donner suite à la Décision ministérielle, notamment en ce qui concernait le mandat et les questions de procédure. Le Président a tenu ces consultations informelles le 21 novembre 1995. Un nombre important de Membres ont pris part à ces consultations, et le débat a porté essentiellement sur les questions concernant la manière dont les discussions devraient avoir lieu.

21. Sur la base du rapport du Président concernant les consultations informelles, présenté au Comité à sa réunion extraordinaire de décembre 1995, le Comité l'a autorisé à poursuivre les consultations informelles sur la tâche confiée au Comité conformément à la Décision ministérielle sur l'anticonournement. Le Président a noté que les Membres voudraient peut-être, au cours des consultations initiales, discuter de l'orientation qui devrait être donnée aux consultations informelles, ainsi que des principaux thèmes à examiner. Quelques-uns des thèmes mentionnés lors des consultations informelles concernaient, par exemple, l'importance de la question de l'anticonournement et la question de savoir si l'on pouvait lutter contre le contournement au moyen des mécanismes établis dans l'Accord. Le Président a en outre déclaré que les consultations informelles proposées seraient, bien entendu, ouvertes à tout Membre intéressé, sans préjudice des droits et obligations des Membres au titre de l'Accord, ou de la possibilité pour tout Membre de soulever la question de l'anticonournement au cours de réunions du Comité. Il s'est également engagé à informer périodiquement le Comité de l'évolution de ces consultations. Le Président a en outre suggéré que, dans le cas où un Membre estimerait que des questions spécifiques mériteraient d'être discutées au cours des consultations informelles initiales, celui-ci devrait soumettre ses suggestions au Président, qui se chargerait de les communiquer aux Membres intéressés avant le début des consultations, étant donné que cela pourrait contribuer à orienter les discussions.

22. Plusieurs délégations ont communiqué des suggestions concernant le cadre des consultations informelles et les sujets qui pourraient être examinés. D'autres consultations informelles ont été tenues le 7 mars 1996. A nouveau, le débat a porté essentiellement sur la question du cadre pour la poursuite des consultations informelles, y compris une proposition du Président, mais aucun accord n'est intervenu. Des documents additionnels sur le cadre proposé pour la poursuite des discussions ont été présentés au cours d'une autre série de consultations informelles le 30 avril 1996. Plusieurs Membres ont fait des propositions, le Président également, mais il ne s'est pas dégagé de consensus. Le Président a poursuivi les consultations avec les délégations pour tenter de trouver un terrain d'entente concernant le cadre à prévoir pour la poursuite des discussions, et a invité les Membres intéressés à tenir d'autres consultations informelles après la réunion ordinaire d'octobre du Comité.

ANNEXE A

Notification des législations en matière de droits antidumping

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTEE
Afrique du Sud	X
Antigua-et-Barbuda	
Argentine	X
Australie	X
Bahreïn	
Bangladesh	
Barbade	X
Bénin	
Belize	
Bolivie	X
Botswana	X
Brésil	X
Brunéi Darussalam	
Burkina Faso	
Burundi	
Cameroun	
Canada	X
Chili	X
Chypre	X
Colombie	X
Communauté européenne	X
Corée	X
Costa Rica	X
Côte d'Ivoire	X
Cuba	X
Djibouti	
Dominique	
Egypte	X
El Salvador	X

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTÉE
Emirats arabes unis	
Equateur	X
Etats-Unis	X
Fidji	
Gabon	
Ghana	
Grenade	
Guatemala	X
Guinée-Bissau	
Guinée, Rép. de	X
Guyana	
Haïti	
Honduras	X
Hong Kong	X
Hongrie	X
Iles Salomon	
Inde	X
Indonésie	X
Islande	X
Israël	X
Jamaïque	X
Japon	X
Kenya	X
Koweït	
Lesotho	
Liechtenstein	
Macao	X
Madagascar	
Malaisie	X
Malawi	X
Maldives	X
Mali	



MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTÉE
Malte	X
Maroc	X
Maurice	X
Mauritanie	
Mexique	X
Mozambique	
Myanmar	
Namibie	
Nicaragua	X
Nigéria	
Norvège	X
Nouvelle-Zélande	X
Ouganda	X
Pakistan	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Paraguay	X
Pérou	X
Philippines	X
Pologne	X
Qatar	
République centrafricaine	
République dominicaine	X
République slovaque	X
République tchèque	X
Roumanie	X
Rwanda	
Saint-Kitts-et-Nevis	
Sainte-Lucie	X
Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Sénégal	X
Sierra Leone	
Singapour	X

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTÉE
Slovénie	X
Sri Lanka	X
Suisse	X
Suriname	X
Swaziland	X
Tanzanie	
Thaïlande	X
Togo	
Trinité-et-Tobago	X
Tunisie	
Turquie	X
Uruguay	X
Venezuela	X
Zambie	X
Zimbabwe	X